

---

## Ordre du jour

---

Cote du document: EB 2025/145/R.1/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 15 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

---

---

### Questions techniques:

**Claudia ten Have**

Secrétaire du FIDA  
Bureau de la Secrétaire  
courriel: [c.tenhave@ifad.org](mailto:c.tenhave@ifad.org)

**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe du Service de la gouvernance et des  
relations avec les États membres  
Bureau de la Secrétaire  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

---

*Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à [gms@ifad.org](mailto:gms@ifad.org).*

## **Ordre du jour de la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration**

### **Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration**

1. La cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration se tiendra les lundi 15 et mardi 16 septembre au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 10 heures à 17 h 30, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

- I. Points pour examen en séance
- II. Points mis en ligne pour information.

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

**[A]** = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

#### **Points pour examen en séance (section I)**

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si une représentante ou un représentant au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire ([gms@ifad.org](mailto:gms@ifad.org)) au plus tard une semaine avant la session.

#### **Points mis en ligne pour information (section II)**

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si une représentante ou un représentant au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire ([gms@ifad.org](mailto:gms@ifad.org)) au plus tard une semaine avant la session.

#### **Programme de travail de la session**

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un programme de travail sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce programme ne comprendra que les points à examiner en séance.

## Ordre du jour

### I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2025/145/R.1) [A]
3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

#### a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
  - a. Asie et Pacifique
    - i) **Cambodge** – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR) (EB 2025/145/R.2 + Add.1 + Sup.1)
    - ii) **Fidji** – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN) (EB 2025/145/R.3 + Sup.1)
- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen
  - a. Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan (EB 2025/145/R.4)
  - b. Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs (EB 2025/145/R.5)
  - c. Don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (EB 2025/145/R.6)

#### b) Questions institutionnelles [C]

- i. Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025 (EB 2025/145/R.7)

#### c) Gouvernance [A]

- i. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs (EB 2025/145/R.8)
- ii. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde (EB 2025/145/R.9)

#### d) Questions diverses [A]

- i. Mémoire d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements (EB 2025/145/R.10)
- ii. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA (EB 2025/145/R.11)

**4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030)**  
(EB 2025/145/R.13) [E]

**5. Questions institutionnelles**

- a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité (EB 2025/145/R.14) [E]
- b) Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines (EB 2025/145/R.15) [A]
- c) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (EB 2025/145/R.16) [E]
- d) Cadre stratégique du FIDA (EB 2025/145/R.17) [A]

**6. Questions d'évaluation [E]**

- a) Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE) (EB 2025/145/R.18 + Add.1)
- b) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) (EB 2025/145/R.19 + Add.1)
- c) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) (EB 2025/145/R.20 + Add.1)
- d) Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12 (EB 2025/145/R.21 + Add.1)
- e) Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition (EB 2025/145/R.22 + Add.1)

**7. Questions de gouvernance [A]**

- a) Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/145/R.23 + Add.1)
- b) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA (EB 2025/145/R.24)

**8. Gestion globale des risques [A]**

- a) Exposé révisé de l'appétence pour le risque (EB 2025/145/R.25)

**9. Questions diverses [A]**

- a) Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole (EB 2025/145/R.12)

## **II. Points présentés pour information**

### **10. Rapports des organes subsidiaires**

- a) Procès-verbal de la cent vingt-neuvième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/145/R.26)
- b) Procès-verbal de la cent soixante-dix-septième réunion du Comité d'audit (EB 2025/145/R.27)
- c) Procès-verbal de la cent soixante-dix-huitième réunion du Comité d'audit (EB 2025/145/R.28)
- d) Procès-verbal de la cent trentième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/145/R.29)

- 11.** Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.30)
- 12.** Compte rendu de la réunion informelle annuelle 2025 du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.31)
- 13.** Informations actualisées sur l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique (EB 2025/145/R.32)
- 14.** Rapport sur la gestion actif-passif – Décembre 2024 (EB 2025/145/R.33)
- 15.** Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA au premier semestre 2025 (EB 2025/145/R.34)
- 16.** Rapport sur l'état des arriérés de prêt à l'égard du FIDA (EB 2025/145/R.35)
- 17.** Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/145/R.36)
- 18.** Vue d'ensemble des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2024 (EB 2025/145/R.37)
- 19.** Accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EB 2025/145/R.38)
- 20.** Accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Cassa Depositi e Prestiti S.p.A (EB 2025/145/R.39)
- 21.** Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-sixième et de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.40)

## **III. Notes d'information**

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

## Ordre du jour annoté

### I. Points pour examen en séance

#### 1. Ouverture de la session

#### 2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour figure dans le présent document.

#### 3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il a approuvé l'utilisation de façon permanente de la procédure d'approbation en bloc lors de ses sessions. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

##### a) Questions opérationnelles [A]

##### i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

##### a. Asie et Pacifique

##### i) **Cambodge** – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 7 ans

Coût total du projet: 240 millions d'USD

Montant du premier prêt du FIDA: 12,4 millions de DTS

Montant du prêt du deuxième prêt du FIDA: 8 millions d'USD

Cofinanceurs:

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures: 100 millions d'USD

Fonds vert pour le climat: 40 millions d'USD à titre de don et 40 millions d'USD à titre de prêt

État: 15 millions d'USD

Déficit de financement: 20 millions d'USD

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

##### ii) **Fidji** – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 12 ans (phase 1: 6 ans)

Plafond de financement du FIDA pour les phases ultérieures: 4,7 millions d'USD

Coût total du programme – phase 1: 24,26 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA – phase 1: 5,30 millions d'USD

Cofinanceurs – phase 1:

Fonds pour l'environnement mondial: 8,226 millions d'USD

Secteur privé, y compris certaines institutions financières: 1,72 million d'USD

État: 1,17 million d'USD

Bénéficiaires: 0,15 million d'USD

Déficit de financement: 7,70 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un léger risque de surendettement.

- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen

**a. Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan**

On trouvera dans le document une proposition de don, bénéficiant d'un financement de l'Union européenne, en faveur de la Banque Arvand, visant à améliorer l'accès aux services financiers et à autonomiser sur le plan économique les ruraux qui reçoivent des fonds au moyen de réseaux d'agents bancaires et de produits financiers sur mesure, et à encourager l'investissement dans des activités rémunératrices résilientes aux changements climatiques dans le secteur agricole.

**b. Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs**

On trouvera dans le document une proposition de don en faveur de Ernst & Young à des fins d'assistance technique en République fédérale du Nigéria et en République du Rwanda pour le développement d'infrastructures numériques publiques au moyen de registres de producteurs. L'initiative vise à élargir les services numériques aux petits producteurs et à attirer des investisseurs et des collaborations du secteur privé.

**c. Don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique**

On trouvera dans le document une proposition du don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd à des fins d'assistance technique et d'activités de coordination qui s'insèrent dans le cadre plus général de l'initiative pour le financement vert relevant du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (ARCAFIM). Les activités visent à compléter l'octroi de prêts verts à des entreprises et petits exploitants agricoles pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Est.

**b) Questions institutionnelles [C]**

**i. Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025**

Le document contient les modifications qu'il est proposé d'apporter au plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance, soumises au Conseil d'administration pour confirmation.

**c) Gouvernance [A]****i. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs**

Un projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs sera présenté.

**ii. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde**

On trouvera dans le document une mise à jour du plan 2027-2029 à horizon mobile des visites de pays du Conseil d'administration, ainsi que les dates proposées pour la visite en Inde en 2026.

**d) Questions diverses [A]****i. Mémoire d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements**

On trouvera dans le document une demande tendant à autoriser le Président à négocier et à finaliser un mémoire d'accord entre le FIDA et certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements.

**ii. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémoire d'accord entre Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA.

**4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030) [E]**

Le débat se veut l'amorce d'un dialogue avec les États membres sur la manière de faire avancer la transition numérique au FIDA au service de la transformation rurale sur la base des progrès de l'actuelle stratégie pour les technologies de l'information et des communications au service du développement et l'agriculture numérique 2020-2030, et compte tenu des rapides avancées de technologies numériques ou autres techniques de pointe et de leurs retombées sur le secteur. Le document présente un programme prospectif visant à faire passer à l'échelle la prestation de services numérisés aux petits producteurs dans un souci de productivité et de résilience climatique, sans négliger la prise en charge des thématiques transversales intéressant par exemple les femmes et les jeunes. Il indique aussi les principaux instruments, investissements et partenariats stratégiques à utiliser et relève les éléments qui pourraient faire obstacle à ce passage à l'échelle. Les États membres sont encouragés à participer au débat stratégique et à faire part des points de vue tirés des expériences nationales et régionales et à étudier comment le FIDA peut se placer comme l'un des grands auxiliaires de la transformation numérique rurale.

**5. Questions institutionnelles****a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [E]**



La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité présente une approche intégrée de la transformation des systèmes agricoles et des économies rurales. Elle met en avant 10 domaines d'action pratiques, regroupés selon trois objectifs interconnectés, à l'appui de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et de l'utilisation durable de la biodiversité. Elle vise en outre à mobiliser tout un éventail de mécanismes de financement et à renforcer la participation à l'élaboration des politiques et le développement des capacités. Par des approches qui tiennent compte des rapports profonds entre les enjeux relatifs au climat, à l'environnement et la biodiversité, la stratégie tire parti des synergies et des retombées positives pour améliorer la résilience rurale tout en accompagnant les petits exploitants agricoles dans leur rôle de préservation des ressources naturelles et de l'agrobiodiversité. Ce cadre complet place le FIDA à la pointe d'une transformation rurale durable devant directement contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

b) **Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines [A]**

Après la création de la Division des opérations dans le secteur privé et le renforcement des opérations auprès du secteur privé, au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), la direction soumettra au Conseil pour approbation une stratégie d'investissement concernant les opérations non souveraines. Le document, qui encadre les évolutions de la démarche du FIDA concernant la participation du secteur privé à la transformation rurale, est conçu pour s'inscrire dans le mandat institutionnel du Fonds et la Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030, récemment approuvée.

c) **Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E]**

Ce document, soumis à l'attention du Conseil d'administration, présente un aperçu général des principaux éléments du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2026, ainsi que les perspectives budgétaires pour 2027-2028. Il comporte également un aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et le plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

d) **Cadre stratégique du FIDA [A]**

Comme suite aux délibérations qui ont eu lieu à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration et à son séminaire informel du mardi 22 juillet, le document vise à soumettre à l'approbation de cet organe une proposition tendant à renvoyer l'examen du Cadre stratégique du FIDA au quatorzième cycle de reconstitution de ses ressources (FIDA14) et à puiser dans l'intervalle les orientations générales dans les rapports de chaque Consultation sur la reconstitution des ressources et les cadres de gestion des résultats y relatifs

## 6. **Questions d'évaluation [E]**

a) **Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE)**

Le document contient la vingt-troisième édition du Rapport annuel sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE). Le rapport vise à : i) présenter aux organes directeurs du FIDA un état des lieux plus complet des activités

d'évaluation menées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), y compris des évaluations qui ne sont pas abordées dans le cadre du Comité de l'évaluation; ii) favoriser l'apprentissage en exposant des constatations et des enseignements tirés des évaluations. La réponse de la direction du FIDA à ce document figure dans l'additif correspondant, également transmis pour information.

b) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)**

Le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est un rapport d'autoévaluation dans lequel le Fonds présente sa performance pour 2024 et durant FIDA12. Le rapport rend compte des trois grands piliers de FIDA12 (programmes de pays, cadre financier et changements institutionnels porteurs de transformation) et des indicateurs et cibles inscrits au Cadre de gestion des résultats. L'accent y est mis sur les réalisations constatées durant FIDA12, plus particulièrement sur les raisons de la performance et sur les mesures prises par la direction. Le RIDE est élaboré par la direction du FIDA. Les commentaires d'IOE sur le RIDE sont rapportés sous forme d'additif pour information.

c) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME)**

Le rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) rend compte des résultats du Fonds pour ce qui est des enjeux environnementaux et climatiques, de la biodiversité, du genre, de la nutrition, de la jeunesse, des peuples autochtones et des personnes handicapées. Les résultats obtenus sur ces points y sont mis en regard des objectifs institutionnels inscrits au Cadre de gestion des résultats. Le RIME porte sur les résultats de 2024, contient une réflexion sur les réussites de FIDA12, et met en vitrine les facteurs auxiliaires et les mesures prises par la direction. Il contient aussi les informations actualisées pour l'année sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Le rapport est élaboré par la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale. Les commentaires d'IOE sur le RIME sont rapportés sous forme d'additif pour information.

d) **Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12**

Le rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12 synthétise les données issues de 16 projets appuyés par le FIDA et évalués dans le cadre de FIDA12 et de 34 évaluations de l'impact sur les filières faites dans la décennie. Ces évaluations de l'impact sont des sources de données fiables et de leçons pratiques qui peuvent améliorer la performance opérationnelle. Le rapport vise spécifiquement à cerner les méthodes éprouvées dans la programmation du développement rural qui sont porteuses de transformation pour ce qui est des revenus, de la production ou de l'accès aux marchés. Les commentaires d'IOE sur le rapport d'évaluation de l'impact sont rapportés sous forme d'additif pour information.

e) **Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition**

L'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition est la première évaluation au niveau de l'institution des éléments qui, dans l'ensemble du portefeuille du FIDA, concernent cet enjeu. Elle couvre la période allant de 2016 (date d'adoption du premier Plan d'action pour la nutrition du Fonds) à 2024. Le document passe en revue la pertinence, la cohérence et l'efficacité en matière de développement (notamment du point de vue des procédures, des approches et des résultats) de l'appui du FIDA à la nutrition. Les constatations, conclusions et recommandations ont vocation à étayer

l'élaboration du troisième Plan d'action pour la nutrition, qui entrera en vigueur en 2026. Le Conseil d'administration est également invité à examiner la réponse de la direction, qui figure dans l'additif au document.

## **7. Questions de gouvernance [A]**

### **a) Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

Aux termes de la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil des gouverneurs, afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, détermine périodiquement si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes. Le document, destiné à permettre l'examen en temps voulu des ressources disponibles avant le terme de la FIDA13, comportera un projet de résolution relatif à la Consultation sur FIDA14 et sur le choix de la présidence de la Consultation, pour examen par le Conseil d'administration. Le projet de résolution sera ensuite soumis au Conseil des gouverneurs en février 2026, avec les recommandations du Conseil d'administration, pour examen et adoption.

### **b) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA**

Le document contiendra des informations sur l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA.

## **8. Gestion globale des risques [A]**

### **a) Exposé révisé de l'appétence pour le risque**

Le document présente, pour examen par le Conseil d'administration, une proposition visant à mettre à jour l'Exposé de l'appétence pour le risque du FIDA afin d'y préciser l'approche à suivre en ce qui concerne les opérations non souveraines du FIDA.

## **9. Questions diverses [A]**

### **a) Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole**

On trouvera dans le document une proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des mémorandums d'accord ou autres instruments analogues avec une série d'institutions, l'objectif étant de profiter de leurs compétences techniques, de favoriser la concertation sur les politiques et de mobiliser des ressources et des connaissances complémentaires.